

Comment poursuivre ?

Ex-conseiller parlementaire au Bundestag allemand Sebastian
Friebel

Veillez prendre ce temps, s'il vous plaît.

Chers Concitoyennes et Concitoyens,

Je m'adresse à vous en tant qu'ancien employé non partisan du Bundestag allemand, avec la fonction de conseiller parlementaire. Par mon travail au Parlement c'est-à-dire au sein d'un groupe parlementaire au Bundestag, j'ai eu la connaissance que des informations sur la crise de Covid19, qui sont d'une importance cruciale pour l'évaluation de la situation, n'ont pas été divulguées aux citoyens ce pays.

En raison de l'énorme portée des événements récents, je considère qu'il est de mon devoir envers mes concitoyens d'aborder ces sujets publiquement. Afin de pouvoir m'exprimer le plus librement possible, j'ai abandonné mon emploi au Bundestag.

Il est probable que de nombreuses personnes mettront ce texte de côté après quelques lignes seulement, car elles se sentent suffisamment informées sur tous les aspects de la crise.

Je comprends cela, car j'avais moi aussi l'habitude de supposer que lorsque des événements majeurs se produisent, nous, les citoyens, sommes toujours renseignés sur tous les aspects de ces événements. Mais maintenant, notamment grâce à mon expérience au Parlement, j'ai dû reconnaître les méthodes utilisées par les gouvernements, les médias et les principaux acteurs de l'économie mondiale dans le monde entier au détriment de nous tous, et que le public les considère souvent, malheureusement, de manière non critique. J'espère que, malgré cette insouciance généralisée à l'égard des développements politiques, un ou deux d'entre vous vérifieront au moins mes indications. De nombreux lecteurs considéreront que certaines des choses que je rapporte dans ce qui suit sont impensables et les rejeteront catégoriquement.

Je voudrais dire à ces personnes que je prends des risques personnels considérables en publiant ce rapport et que je ne prendrais pas cette mesure si je n'étais pas sûr de mes déclarations. Je ne veux pas en dire beaucoup sur moi pour l'instant. Vous, cher lecteur, ne devez savoir que ce qui suit à mon sujet : je rédige ce rapport avec une préoccupation sincère pour la sécurité, la liberté et la prospérité de chacun d'entre nous. Ces pierres angulaires de notre démocratie sont gravement menacées, car la crise de la Covid19 est exploitée de diverses manières et nos préoccupations légitimes concernant le virus SARS-COV2 sont exploitées à des fins extérieures. Je dois souligner à ce stade que je ne souhaite pas minimiser les risques sanitaires liés au virus. La Covid19 peut être une menace sérieuse, surtout pour les personnes âgées et celles qui sont déjà malades, c'est un fait incontesté. Toutefois, la crise ne doit pas nous faire oublier d'autres événements graves qui nous touchent tous directement et dont nous savons en même temps très peu de choses. Il est important que nous, en tant que société, puissions rapidement de nouveau échanger nos points de vue sur des questions controversées, sans préjugés et avec bonne volonté. En Allemagne, il est urgent que nous apprenions à

nouveau à nous écouter et à nous respecter les uns les autres. Si nous ne retrouvons pas rapidement le chemin d'une telle coopération, notre société finira par se diviser en groupes hostiles. Malheureusement, la gestion de la crise de Covid19 a déjà contribué à approfondir les fractures sociales. Toutefois, ce faisant, nous, les citoyens, perdons de vue nos intérêts communs et facilitons la tâche de ceux qui considèrent chaque crise comme un modèle économique. Les hommes politiques et les principaux médias tentent actuellement de détourner l'attention des changements politiques et économiques sérieux qui sont mis en œuvre dans le sillage de la pandémie et pour lesquels Covid19 arrive juste "pile au bon moment". En outre, ils veulent faire en sorte que les gens, dans leur crainte du virus, acceptent des mesures et des restrictions permanentes qui ne sont en aucune façon justifiées au vu de la situation et qui menacent la paix sociale et l'existence économique de millions de personnes. Avec ce rapport, je voudrais donner un coup de main à mes concitoyens afin qu'ils puissent voir par eux-mêmes, grâce à des sources accessibles au public, le contexte de cette crise et l'étendue réelle de la crise de la COVID. Je vous invite cordialement à revoir mes commentaires avant que cette opportunité ne vous soit définitivement retirée par une censure généralisée.

Résumé

Chapitre I : De nombreux citoyens voient dans la crise économique mondiale qui découle des mesures de Covid19 la preuve que les gouvernements placent la santé publique au-dessus des intérêts de l'économie. En fait, la crise de Covid19 a mis les petites et moyennes entreprises dans une situation particulièrement difficile, ce qui, à première vue, confirme ce point de vue. Toutefois, pour les plus grands acteurs de l'économie mondiale, la crise est arrivée au bon moment, car elle leur offre une occasion unique d'étendre leur influence économique et politique et de maximiser ainsi leurs propres possibilités de profit. À cette fin, ils s'efforcent de réorganiser l'économie mondiale en fonction de leurs propres intérêts et instrumentalisent la crise économique à leurs propres fins. Cependant, ce "*nouveau départ de la mondialisation*" comporte des risques énormes pour la majorité de la population mondiale. Cela est particulièrement vrai pour les nations industrielles comme l'Allemagne, car les plans des entreprises prévoient des suppressions d'emplois sans précédent grâce à la numérisation, un déplacement complet de la classe moyenne et l'utilisation de l'État-nation pour les questions de politique économique. Un petit nombre d'entreprises de l'économie financière et numérique seul serait ainsi en mesure d'exercer une influence qui mettrait en danger la démocratie, ce qui ne peut être dans l'intérêt de la population.

Chapitre II : Les entreprises et les gouvernements du monde entier exploitent les inquiétudes et les craintes de la population concernant le virus Covid19 pour faire accepter par la société de nouveaux types de systèmes de surveillance et de

censure numériques. Ces systèmes comprennent la recherche des contacts, les identités numériques, la reconnaissance faciale biométrique et les certificats d'immunité numériques, entre autres, et sont capables de permettre un contrôle totalitaire de l'ensemble de la population. En outre, ils créent des dépendances considérables parce que, entre autres, ils contrôlent l'accès à la vie publique. Ces systèmes de contrôle sont déjà utilisés en Chine, où ils contrôlent qui est autorisé à se déplacer où et quand. Les projets de loi du gouvernement allemand ainsi que les déclarations de hauts fonctionnaires politiques indiquent que l'utilisation de cette technologie "*pour cause de Covid19*" est déjà fermement planifiée en Allemagne également. Comme ces systèmes sont développés par des sociétés comme Microsoft et Google et financés par des géants financiers comme BlackRock et la Fondation Rockefeller, il y a un réel danger que ces acteurs aient trop d'influence sur la liberté individuelle des gens à cause de la crise de Covid19.

Chapitre III : Le secteur financier et les plus grandes banques internationales utilisent la crise pour étendre leur influence sur les États et les entreprises par le biais d'énormes crédits. De nombreux citoyens ne savent pas que la dette publique est une activité extrêmement attrayante pour les investisseurs privés. Les besoins considérables en capitaux résultant de la grave récession rendent même les États riches susceptibles d'être influencés par des investisseurs privés. L'Allemagne a dû elle aussi se financer à cause de cette crise en empruntant sur le marché des capitaux, et n'a donc pu compenser les énormes dépenses qu'avec de l'argent emprunté. Le secteur financier utilise ces dépendances pour faire valoir ses propres intérêts. À l'heure actuelle, les grandes banques et les banques d'investissement font pression en particulier pour la suppression de l'argent liquide et la centralisation du pouvoir de politiques financières dans des institutions supranationales telles que le Fonds monétaire international et l'Union européenne, car cela augmente considérablement leur influence sur les différents États-nations.

Chapitre IV : Malheureusement, les médias ne remplissent guère leur mission de couverture complète et n'informent pas la population sur le contexte décisif des sujets susmentionnés. Au lieu de cela, ils propagent les intentions des entreprises et poussent les objections justifiées à leur encontre dans le coin des "théoriciens du complot". Ce faisant, ils contribuent, consciemment ou inconsciemment, à faire en sorte que ceux qui auraient le moins besoin de profiter de cette crise soient ceux-là mêmes qui en profiteront le plus.

I - Le Forum économique mondial (WEF), porte-parole des sociétés internationales et des grandes banques les plus influentes, utilise la crise comme un instrument pour mettre en œuvre un programme de restructuration de l'économie mondiale préparé de longue date.¹ On nous vend cette "grande remise à plat" ou "Great Reset" comme un changement de cap de la mondialisation vers une économie durable, mais c'est une tromperie. En fait, les sociétés du WEF, qui sont largement contrôlées par les industries financières et numériques, veulent centraliser le pouvoir politique dans des institutions supranationales telles que les Nations Unies, l'UE et le Fonds monétaire international FMI.² La gestion des crises internationales au profit de la population leur sert de justification pour ce changement de pouvoir.³ Mais est-il réaliste que les plus grandes entreprises mondiales s'intéressent soudain autant au bien-être de l'individu ? Ou bien exploitent-ils la bonne volonté des personnes qui veulent un monde pacifique et juste et qui considèrent les organisations supranationales comme la clé de ce succès ?

D'anciens dirigeants de l'ONU mettent en garde contre les abus des Nations unies

Les anciens dirigeants des Nations unies avertissent que le renforcement de ces organisations, compte tenu de l'influence actuelle des grandes entreprises, leur permettrait de saper de manière permanente le contrôle démocratique de l'économie et de la politique mondiale par les parlements élus.⁴ Cela permettrait de contourner la résistance des différents États aux orgies de privatisation des spéculateurs financiers, ce qui serait tout à fait dans l'intérêt de leurs intérêts économiques. Les entreprises exploitent donc la crise pour élargir leurs propres possibilités d'influence. En outre, ils veulent chasser définitivement la classe moyenne et s'approprier les parts de marché ainsi libérées.

Pour tous ces objectifs, Covid19 et la crise économique mondiale qui l'accompagne arrivent au bon moment. Les forces à l'origine du WEF utilisent donc leur influence politique pour prolonger artificiellement la crise et faire avancer la restructuration de l'économie mondiale conformément à leur propre programme. Cela peut sembler abstrait et "conspiratrice", mais l'annonce du "Grand Reset" au milieu du point culminant de la crise de la Covid19 en dit long à cet égard.

Afin d'éviter que la population et surtout la classe moyenne ne se révoltent contre cette évolution alarmante, le plan est enveloppé dans l'histoire réconfortante d'un nouveau départ humain et écologique de la mondialisation et dissimule le changement de pouvoir prévu derrière des expressions sympathiques telles que "gouvernance mondiale" ou "coopération public-privé". Mais quelle est sa crédibilité lorsque les forces mêmes qui s'enrichissent depuis des décennies par une surexploitation sans précédent de la nature aux dépens du grand public apparaissent soudain en habits verts ? Le fait que les Nations unies promeuvent également cette campagne mondiale par le secteur bancaire et les grandes entreprises est, soit dit en

passant, une indication de l'utilisation abusive des Nations unies pour les intérêts du secteur privé.⁵

Il est à craindre que les fonctionnaires politiques du monde entier réclament bientôt que l'ONU, l'OMS, etc. se voient accorder plus d'autorité - "seulement" en raison de la crise de Covid19 et d'autres crises, bien entendu. Mais à qui cela profiterait-il vraiment au bout du compte ?

La crise économique mondiale favorise la transformation de l'économie mondiale

De nombreux citoyens voient dans la crise économique résultant des mesures Covid19 la preuve que les gouvernements placent la santé de la population au-dessus des intérêts de l'économie. Malheureusement, c'est exactement le contraire : la crise fait le jeu des entreprises les plus influentes du monde pour leur aspiration à la transformation de l'économie mondiale aux dépens des petites et moyennes entreprises. Le déplacement du pouvoir politique vers des niveaux plus élevés encourage encore cette évolution. Le président du Bundestag, M. Schäuble, a lui-même récemment nommé ces mécanismes de manière étonnamment ouverte lorsqu'il a déclaré :

« La crise de Covid19 est une grande opportunité. La résistance au changement est réduite pendant la crise. Nous pouvons maintenant réaliser l'union économique et financière, que nous n'avons pas encore réalisée politiquement, [...] »

Ce n'était certainement pas son intention, mais avec cette déclaration, Schäuble lui-même décrit pourquoi la crise arrive à un moment très opportun pour la transformation prévue depuis longtemps. La centralisation de l'économie vers quelques grandes entreprises et investisseurs financiers sera encore accélérée avec l'union économique. La plupart des hauts fonctionnaires politiques sont conscients de ces interactions. Certains sont muets sur la question parce qu'ils bénéficient financièrement ou professionnellement des développements décrits ci-dessus. D'autres se taisent parce qu'ils savent qu'après un seul mot honnête, le front assemblé des médias et des politiciens se jettera sur eux et mettra un terme abrupt à leur carrière politique. Seuls quelques-uns au moins insinuent à qui profite réellement de cette crise.⁶

Les institutions supranationales permettent aux multinationales d'exercer une influence antidémocratique.

Si un nombre insuffisant de personnes reconnaissent à temps les dangers d'une concentration accrue du pouvoir dans quelques grandes institutions et résistent, nous pourrions bientôt nous retrouver dans un monde où nos gouvernements démocratiquement légitimés n'ont pratiquement aucun pouvoir de décision. C'est le cas depuis longtemps dans la politique financière, c'est pourquoi la redistribution des travailleurs vers les riches augmente sans contrôle. En outre, *"pour cause de*

Covid19", la politique économique de tous les États membres de l'UE doit maintenant être transférée à l'Union européenne. Cependant, il ne faut pas se faire d'illusions sur les réels bénéficiaires d'une augmentation du pouvoir de la Commission européenne : une politique économique au niveau de l'UE ne servirait que les intérêts des sociétés transnationales telles qu'Amazon, BlackRock, Goldman Sachs etc. - une vague sans précédent de privatisation et de déréglementation en serait la conséquence. Cette orientation de l'UE est déjà évidente, par exemple, dans l'exonération fiscale de facto pour les groupes numériques et le statut privilégié du secteur financier. Sahra Wagenknecht décrit cette corrélation comme suit : "*Si vous déplacez maintenant de plus en plus de compétences à un niveau où l'économie, en particulier les grandes entreprises, sont beaucoup plus influentes que tous les autres groupes d'intérêt, on voit clairement ce qui en suit: La démocratie est encore minée et les intérêts du profit deviennent encore plus insolents. Il est totalement illusoire de croire qu'un gouvernement européen serait plus à même de tenir tête aux entreprises que les gouvernements des nations individuelles. En réalité, l'équilibre des pouvoirs au niveau de l'UE fait que c'est l'inverse qui se produit : plus Bruxelles décide, plus il est facile pour les grandes entreprises de faire valoir leurs intérêts*"⁷

Les moyennes entreprises et l'agriculture sont rachetées, des emplois sont supprimés

Parallèlement au changement de pouvoir prévu, les gouvernements utilisent des mesures de Covid19 pour s'assurer qu'une grande partie de la classe moyenne puisse être rachetée par les entreprises et les investisseurs financiers pendant la crise. Des développements inquiétants similaires ont également été observés dans l'agriculture depuis un certain temps. Dans le même temps, Covid19 sert de prétexte à des suppressions d'emplois massives, qui sont une condition de base pour la "*quatrième révolution industrielle*", c'est-à-dire la transformation numérique de l'économie. Cette approche est conforme au programme "*Great Reset*" et a malheureusement peu à voir avec la protection de la population.

J'appelle donc en particulier tous les petits et moyens entrepreneurs à résister à ces tentatives. Pour la plupart des travailleurs, ces plans vigoureusement mis en œuvre constituent également une menace existentielle, car une économie mondiale entièrement numérisée et centralisée se débrouillera avec beaucoup moins de travailleurs. La voie de la numérisation mène donc directement à un revenu de base conditionnel (et non inconditionnel) et donc à une dépendance totale. Ou, comme l'a dit Joe Kaeser, PDG de Siemens :

"La numérisation va déplacer la classe moyenne [...] Et sur dix personnes touchées, une seule va monter dans la société, neuf vont descendre. Et je vous le garantis : S'il y a quelque chose qui arrêtera le mouvement numérique, ce sera l'agitation sociale".⁸

Devrions-nous donc suivre sans critique le récit de la numérisation comme un sauveur, construit dans la crise de la couronne des médias et de la politique ? Ou bien est-ce qu'on nous impose ici quelque chose qui, en fin de compte, n'aura que des inconvénients pour nous tous ?

II - Les entreprises numériques et les gouvernements du monde entier instrumentalisent la peur du virus pour obtenir l'acceptation sociale de systèmes numériques complets de surveillance et de contrôle. Ces systèmes, qui comprennent la recherche des contacts, les identités numériques, la reconnaissance faciale biométrique et les certificats d'immunité numériques, sont adaptés au contrôle totalitaire de l'ensemble de la population. En Chine, toute la gamme de ces technologies inhumaines est déjà utilisée, avec pour résultat que même les droits les plus fondamentaux des citoyens sont restreints par des systèmes basés sur l'IA. Par exemple, une combinaison d'une *"application Covid19"* et d'une étape préliminaire de vérification numérique de l'immunité y est utilisée pour priver automatiquement les citoyens de leur liberté de circulation si leur *"état de santé"* tel que déterminé par le système ne répond pas aux spécifications.⁹ Des caméras avec reconnaissance faciale enregistrent et identifient également chaque personne dans les espaces publics. La norme sans fil 5G permet cette forme de surveillance de masse en temps réel. Ainsi, en Chine, la technologie numérique décide qui peut quitter son domicile. Une telle société ne peut être qualifiée que de tyrannie technocratique. Malheureusement, notre gouvernement fédéral poursuit des plans similaires : Elle a elle aussi déjà voulu accorder aux habitants de notre pays leurs droits fondamentaux tels que la liberté de voyager et de se réunir uniquement s'ils peuvent prouver qu'ils sont immunisés, par exemple au moyen de la vaccination.¹⁰ Ces intentions ne diffèrent pas de celles de la dictature chinoise et ce n'est que grâce aux protestations publiques en Allemagne que le gouvernement n'a pas encore adopté son projet de loi dans sa version originale.

Les sociétés financières et numériques mettent en place une architecture de surveillance mondiale

Le Forum économique mondial introduira dans le courant de l'année le *"CommonPass"*, un système pour les voyages internationaux qui sera également utilisé pour surveiller et contrôler l'accès à la vie publique et la liberté de voyager dans le monde entier. Avec ce système, les personnes doivent créer une sorte d'"identité numérique" et télécharger le statut de vaccination et/ou les résultats des tests Covid19 dans une base de données afin d'être autorisées à voyager.¹¹ Le projet est soutenu par la Fondation Rockefeller, Google, la grande banque J.P. Morgan, le groupe financier BlackRock et des représentants des Nations unies, entre autres.¹² L'objectif des institutions et des entreprises participantes est de persuader tous les gouvernements du monde entier d'utiliser le système. Ce faisant (en plus du *"Great Reset"* susmentionné), la revendication mondiale des entreprises à l'origine

du projet est une fois de plus évidente, et l'ONU est une fois de plus instrumentalisée à cette fin. La question se pose de savoir pourquoi les sociétés financières en particulier ont un tel intérêt à surveiller et contrôler les gens et pourquoi elles sont prêtes à investir beaucoup d'argent dans le développement des technologies correspondantes.

Retour à la normale uniquement avec la surveillance numérique ?

Compte tenu de la situation actuelle des données sur le Covid19virus, le conseil d'éthique allemand déconseille toujours l'introduction de tels systèmes pour le moment, mais ne prend pas d'engagement clair pour l'avenir.¹³ On peut donc supposer que la preuve numérique de l'immunité, par exemple le CommonPass, nous sera présentée par les médias et le gouvernement au cours des prochains mois comme une condition préalable essentielle au retour à la normale. Plusieurs entreprises allemandes proposent déjà des systèmes de surveillance numérique qui vérifient automatiquement si une personne a une température corporelle normale et porte un masque. Certains de ces systèmes sont déjà combinés avec la reconnaissance des visages, et les fabricants font de la publicité pour "une surveillance efficace en temps réel des visages avec ou sans masque".¹⁴ Si ces technologies devaient être introduites en Allemagne, ce serait un premier pas vers le système chinois de crédit social, et je ne veux pas me faire à l'idée que cette technologie pourrait bientôt déterminer notre liberté de circulation. Cependant, je crains que certaines personnes ne renoncent à leur liberté individuelle pour un sentiment de sécurité trompeur.

Mais compte tenu de la situation des Covid19virus, des mesures de surveillance aussi massives sont-elles encore proportionnées ?

Edward Snowden met en garde contre l'architecture mondiale de l'oppression

Dans ce contexte, je suis personnellement d'accord avec Edward Snowden, qui a mis en garde contre une architecture mondiale de répression utilisant la technologie numérique qui durerait au-delà de la crise.¹⁵ Si nous permettons aux systèmes numériques de déterminer notre liberté de mouvement et notre accès à la vie publique, nous remettons en même temps le contrôle de nos droits les plus fondamentaux aux opérateurs de l'infrastructure numérique. Un coup d'œil sur la Chine suffit pour se rendre compte des dangers réels d'une telle forme de société technocratique. Personne ne devrait avoir à vivre dans un tel monde, mais nous sommes tous de plus en plus poussés dans cette direction par une attention excessive à ce qui est techniquement possible. Cela vaut également pour l'Europe, même si cela peut être difficile à imaginer au début. Dans ce contexte, le fait que le réseau 5G, contrairement à l'infrastructure de communications mobiles précédemment privée en Allemagne, soit construit avec une grande partie de l'argent des contribuables, suggère que cette technologie sera également utilisée en Allemagne principalement pour la surveillance de masse souhaitée par le

gouvernement. Au cours de l'été 2019, lors de l'une des nombreuses réunions de lobbying organisées à Berlin, j'ai demandé au directeur technique du plus grand fournisseur mondial d'équipements de réseau si la 5G était effectivement développée pour les utilisateurs privés et, si oui, pour quelles applications cette technologie devait être utilisée spécifiquement. La réponse, selon laquelle la 5G est développée à des *"fins professionnelles"*, renforce ma conviction qu'il ne s'agit nullement d'une question de besoins des citoyens. Il est donc perfide de la part du gouvernement fédéral de vouloir maintenant mettre en œuvre ces anciens plans avec l'argent d'un *"plan de relance économique Covid19"*.¹⁶

Microsoft et la Fondation Rockefeller collectent des données biométriques sur la population mondiale

L'introduction d'identités numériques était également recherchée avant la crise de Covid19 et a été poussée par des acteurs influents : La Fondation Rockefeller et Microsoft poursuivent depuis plusieurs années un projet visant à enregistrer numériquement et biométriquement la population mondiale avec "ID2020", la preuve numérique de l'immunité étant également décrite comme une application possible du système.¹⁷ Une campagne mondiale de vaccination contre le virus Covid19 pourrait bientôt servir de prétexte pour déployer ce système de contrôle, préparé depuis des années, dans le monde entier - éventuellement en combinaison avec le CommonPass déjà décrit. Il faut rappeler que cela signifierait que l'identité de chaque citoyen (données civiques, état de santé, données bancaires, contacts sociaux, etc.) serait gérée de manière centralisée et confiée à des sociétés privées - une idée étrange mais malheureusement réaliste. Si vous regardez également les autres projets des entreprises numériques, vous avez le sentiment que pour ces entreprises, nous sommes plus une marchandise ou une matière première économiquement exploitable et qu'elles se soucient peu de notre sécurité. Microsoft, par exemple, a breveté un système qui utilise des corps humains équipés de capteurs pour extraire des crypto-monnaies.¹⁸ Le projet Facebook sur les interfaces cerveau-ordinateur (BCI), qui a été publié en 2017, semble encore plus surréaliste de ce point de vue. Le milliardaire américain Elon Musk a déjà fait développer un robot avec lequel des puces microélectroniques peuvent être implantées dans des cerveaux humains dans le cadre d'un processus entièrement automatisé.¹⁹

Le fait qu'il ne s'agisse pas principalement d'applications médicales n'est plus nié par les développeurs.

Les entreprises perdent-elles les pédales ?

Je pense que nous devons immédiatement appeler à un large débat sur les aspects éthiques des technologies susmentionnées. Comme dans le cas du clonage génétique, nous devrions également nous demander, dans le cas des micropuces dans le cerveau, si nous voulons vraiment épuiser toutes les possibilités techniques ou si cette forme de transhumanisme ne conduit pas à une déshumanisation dangereuse. Est-il vraiment encore "normal" que des gens riches annoncent dès

aujourd'hui qu'ils veulent intégrer à l'avenir des personnes dans des réseaux numériques au moyen de puces implantées ?²⁰ Pour quelle raison Microsoft veut-elle enregistrer les caractéristiques biométriques de toute la population mondiale ? Devrions-nous vraiment permettre aux entreprises ayant de telles intentions de mettre en place une architecture de surveillance mondiale "à cause de Covid19" et d'avoir ainsi accès à tous les domaines de notre vie ? Et pourquoi les médias ne posent-ils pas réellement ces questions, mais plutôt propagent-ils tous ces projets sans aucune critique ?

Covid19 apportera le "meilleur des mondes" - si nous ne devenons pas plus attentifs et critiques rapidement

Des acteurs influents, dont des fondations internationales, exigent déjà ouvertement une surveillance totale permanente de toute la population - "seulement" à cause du virus Covid19, bien sûr.²¹ Tous ces aspects ne doivent pas être ignorés lorsque l'on considère les efforts de certains philanthropes dans cette crise. En tout cas, nous devrions nous montrer plus critiques envers les investisseurs qui utilisent la philanthropie stratégique pour acheter notre approbation et qui deviennent de plus en plus riches et influents malgré (ou à cause de ?) leurs dons soi-disant désintéressés.

La lourdeur et parfois l'impossibilité de satisfaire aux exigences de la Covid19 (par exemple, journaux de contacts, listes d'invités, suivi des contacts par les autorités, etc.) pourraient amener de nombreuses personnes à accepter les systèmes de surveillance numérique comme une solution pratique pour la vie quotidienne. Si les entreprises numériques, les médias et le gouvernement nous présentent cette voie chinoise comme la clé d'un retour à la (nouvelle) normalité, leurs finalités devraient être claires pour tout le monde.

Outre l'aspect de la surveillance, il ne faut pas oublier que l'industrie numérique a depuis longtemps étendu son modèle commercial au secteur de l'éducation dans le cadre de la numérisation des écoles, et Covid19 fournit une excuse bienvenue à cet égard. J'appelle tous les parents et enseignants à ne pas suivre ces efforts sans esprit critique. Ces entreprises ne sont pas nos amies, et elles n'ont pas non plus à l'esprit le bien-être des enfants ou la préservation de la liberté individuelle. Leur objectif premier est de créer des dépendances et de rendre leurs technologies indispensables à cette fin dans tous les secteurs. Ce faisant, elles s'étendent de plus en plus à tous les domaines de notre vie, sans que nous en soyons vraiment conscients. La numérisation de l'administration, des opérations de paiement, des écoles, des entreprises, des médias, des communications et, en fin de compte, de la société dans son ensemble, n'est conduite et financée que par un très petit nombre de grandes compagnies dans le monde. Allons-nous rester les bras croisés alors que ces dépendances se développent et s'établissent de façon permanente à la suite de la crise de Covid19 ?

Quel degré de supervision et de contrôle une société libre peut-elle supporter ?

III - Le secteur financier, et en particulier les grandes banques internationales et les banques d'investissement, utilisent la crise comme un instrument pour créer de nouvelles dépendances en accordant des prêts importants aux États et aux entreprises, élargissant ainsi leur influence politique. Cela se fait soit directement par les banques, soit indirectement par des organisations telles que le Fonds monétaire international (FMI) et la Banque mondiale. Le besoin aigu de capitaux résultant de la crise rend donc les États susceptibles d'être influencés par des donateurs privés. En raison de ce rapport de force, tout contrôle démocratique devient impossible et le secteur bancaire privé devient un acteur politique. Cette approche est particulièrement discutable car les milliards de prêts ne servent essentiellement pas à soutenir la population ou l'économie réelle, mais, par analogie avec les "sauvetages bancaires" passés, sont plutôt dirigés vers les créanciers des États. La politique n'utilise donc l'argent emprunté que dans une mesure limitée pour soutenir l'économie, mais au lieu de cela, elle sauve le secteur financier des pertes dues à la crise. Cette redistribution sera payée par les personnes à faibles et moyens revenus, car l'énorme nouvelle dette risque d'entraîner des augmentations d'impôts massives ou des prélèvements sur le capital au plus tard après les prochaines élections fédérales. En même temps, les prêts permettent aux grandes banques d'exercer une influence politique. En raison de ces mécanismes, ils ont intérêt à ce que la crise économique soit aussi dévastatrice que possible du fait des mesures de Covid19, même si cela semble au départ complètement absurde. À cette fin, ils utilisent les canaux qui leur sont ouverts dans les médias pour répandre davantage la peur et exacerber la situation économique. Ils utilisent également des institutions telles que le FMI ou la Banque mondiale pour promouvoir un changement de pouvoir en faveur des organisations supranationales, car cela augmenterait leur influence sur la politique financière mondiale.

Les grandes banques et le FMI ont une influence considérable sur la réponse mondiale à la crise de Covid19

Le secteur financier exerce déjà une influence majeure sur la politique étrangère et sur la réponse mondiale à la pandémie de Covid19. Par exemple, au jeu de plan "Event 201" organisé par le Forum économique mondial et la Fondation Bill & Melinda Gates, qui s'est tenu en octobre 2019, ont également participé des personnages ayant des liens avec la Banque mondiale afin de déterminer l'approche de la politique financière en cas d'une future pandémie de Covid19.²²

La pandémie de Covid19 simulée à cette fin s'est en fait produite deux mois plus tard et les mesures développées dans le jeu de plan ont depuis été mises en œuvre, comme le montrent les récents événements au Belarus : En juin 2020, le FMI, en tant que prolongement du secteur bancaire a offert à l'État en difficulté économique

940 millions de dollars américains de prêts d'aide et a exigé en retour que le petit pays mette également en œuvre des mesures de lutte contre la Covid19 telles que le confinement, les masques obligatoires et la quarantaine.²³

La raison de ces exigences était que le Belarus, par sa gestion sobre du Covid19virus, perturbait le récit souhaité de la pandémie mortelle. Compte tenu de la longue liste des 102 pays qui ont demandé des prêts au FMI dans le cadre de la crise de la couronne, une approche similaire du Fonds monétaire semble concevable dans ces pays également. Le FMI lui-même déclare ici qu'il subordonne l'octroi de prêts à des "*mesures Covid19 appropriées*" par les pays bénéficiaires.²⁴

Quiconque se demande pourquoi tant d'États dans le monde ont décidé de mesures presque identiques trouvera une réponse possible dans ces contextes. Le Belarus a rejeté l'intervention du FMI, et nous pouvons actuellement en observer les conséquences. Le fait que l'OSCE ait refusé l'invitation du pays à observer les élections sur le terrain avec une maigre justification montre que la ligne de conduite actuelle de l'UE à l'égard du Belarus ne concerne pas vraiment la conduite d'élections éventuellement truquées.²⁵

Covid19 profite aux banques pour leur objectif de suppression des espèces dans le monde

Outre les aspects politiques, le secteur financier abuse de la crise pour faire avancer l'abolition mondiale tant attendue des espèces. Malheureusement, beaucoup de gens ne sont pas conscients des effets du passage aux monnaies numériques et de l'énorme potentiel d'abus. J'invite tout le monde à ce stade à réfléchir aux conséquences réelles d'une société sans numéraire et, en particulier, à saisir quel contrôle les opérateurs d'une infrastructure de paiement numérique mondiale pourraient exercer sur l'ensemble de la population. Il est également important de réaliser qu'une fois l'argent liquide supprimé, ces sociétés seraient impliquées dans toutes les opérations de paiement dans le monde entier, sans exception, et je ne leur accorderais personnellement aucune concession à cet égard.

Des forces influentes, qui avaient déjà exercé un lobbying intensif pour l'abolition mondiale du numéraire avant Covid19, exploitent maintenant la crise pour atteindre leurs objectifs. Le fait que cela s'applique également au fondateur de Microsoft, Bill Gates, ne devrait être mentionné qu'en passant.²⁶ Compte tenu de l'énorme potentiel économique de ce secteur, il est en tout cas peu probable que ces acteurs soient finalement intéressés par autre chose que l'argent et l'influence politique, même s'ils se cachent derrière des campagnes de "*collecte de fonds*" très médiatisées. Ainsi, lorsqu'on nous dit que nous devons nous passer d'argent liquide à cause de Covid19, nous ne devons pas ignorer les puissants intérêts économiques qui se cachent derrière. Il convient de mentionner dans ce contexte que l'ONU utilise également son nom pour promouvoir cette campagne mondiale par le secteur bancaire.²⁷

Le secteur financier installe son personnel dans la politique de haut niveau - et nous y assistons tous de manière inactive

Dans l'ensemble, sur la base de mes observations au Bundestag, j'arrive à la conclusion que le secteur financier influence la politique avec un degré d'évidence étonnant et qu'il est même capable aujourd'hui de positionner son propre personnel dans les plus hautes fonctions politiques sans protestation publique. Si les dirigeants de Goldman Sachs ou les présidents du FMI peuvent devenir président de la Banque centrale européenne, l'UE a manifestement perdu toute proximité avec les besoins et les intérêts des citoyens. Et si les représentants de BlackRock en Allemagne sont considérés comme des candidats à la chancellerie, alors nous sommes apparemment trop peu informés des intentions et des méthodes du secteur financier et donc trop peu critiques. Mais nous devrions l'être si, d'une part, la richesse des milliardaires augmente constamment et si, d'autre part, de plus en plus de personnes vivent dans la pauvreté en Allemagne. Cette évolution n'est pas une coïncidence, mais le résultat de décennies de politique en faveur des 0,01 % les plus riches.

En 2010, alors que le *Süddeutsche Zeitung* faisait encore un reportage critique sur l'influence du secteur financier, son ancien rédacteur en chef Heribert Prantl a écrit à propos de ces liens :

*« Mais nous devons aussi parler de la manière dont nous pouvons rétablir qu'en Europe, ce n'est pas l'argent et les marchés financiers qui ont le droit de parole, mais les représentants du peuple et les gouvernements qu'ils ont élus. »*²⁸

Un exemple frappant de cette influence du secteur financier sur les représentants de notre gouvernement fédéral est le récent scandale CumEx de la grande banque Warburg, dans lequel l'argent des impôts a été volé à hauteur de centaines de millions. Notre propre ministre fédéral des finances (alors maire de Hambourg) a "négligé" ce vol, a ensuite contrecarré la récupération de l'argent, a menti à la commission des finances du Bundestag allemand sur le nombre d'entretiens avec les représentants de Warburg et dit maintenant, puisque les accusations ne peuvent plus être niées, qu'il ne pouvait plus se souvenir du contenu des entretiens lors des différentes rencontres.²⁹

Chères lectrices, Chers lecteurs, ces personnes occupent les postes les plus importants de notre gouvernement fédéral et décident de l'évolution de la répartition des richesses en Allemagne. L'affaire Warburg offre à l'ensemble de la population une occasion unique d'étudier la collusion entre les hauts responsables politiques et le secteur financier. Bien que l'affaire elle-même ne soit en aucun cas un incident isolé, les détails de ces conspirations sont rarement révélés. J'espère donc que cette occasion ne sera pas gâchée et que les citoyens ne seront pas à nouveau rassurés par les appels dramatiques de fonctionnaires politiques ou les reportages relativisant des médias.

IV - Les grands médias divisent délibérément notre société par des reportages trompeurs, la promotion de la division et de la formation de camps et la fomentation calculée de la peur.

La peur, en particulier, est capable de nous pousser tous à prendre des mesures que nous n'accepterions jamais dans des circonstances normales. Selon l'objectif visé, les médias diffusent soit la peur de la terreur, soit du changement climatique actuel, soit de la pandémie en cours. De cette façon, ils obtiennent l'approbation sociale pour des changements qui sont en fait dirigés contre les intérêts de la population. L'astuce manipulatrice est ici l'instrumentalisation de notre idéalisme et de notre bonne volonté, par exemple pour la protection de l'environnement ou la santé de nos semblables. Le résultat de cette manipulation est toujours le même pour nous, citoyens concernés : une perte de liberté et de prospérité ainsi qu'une concentration accrue du pouvoir entre les mains d'acteurs qui échappent constamment à notre observation et dont nous ne sommes nullement informés des objectifs.

Il arrive parfois que des représentants éminents des médias abordent ouvertement ces relations de pouvoir dans le paysage médiatique. Comme l'a déclaré l'ancien rédacteur en chef du New York Times, John Swinton, il y a de nombreuses années, lors d'une réunion des journalistes américains les plus renommés :

"Il n'existe pas de presse indépendante en Amérique, sauf dans les petites villes isolées de la campagne. Vous êtes tous des esclaves. Vous le savez et je le sais. Aucun d'entre vous n'ose exprimer une opinion honnête. Si vous l'exprimiez, vous sauriez à l'avance qu'il n'apparaîtra jamais sur papier. [...] Si j'autorisais l'impression d'opinions honnêtes dans un numéro de mon journal, je serais comme Othello avant que vingt-quatre heures ne se soient écoulées : mon poste disparaîtrait. La personne qui serait assez folle pour écrire des opinions honnêtes serait à la rue à la recherche d'un nouvel emploi. Le métier de journaliste à New York consiste à déformer la vérité, à mentir sans détours, à pervertir, à injurier, à ramper aux pieds des grandes entreprises [d'où le nom de "Mammon"] et à vendre son pays et ses habitants pour son pain quotidien ou, ce qui revient au même, pour son salaire. Vous le savez et je le sais ; quelle absurdité de porter un toast à "l'indépendance de la presse" ! Nous sommes les outils et les serviteurs des hommes riches en coulisses. Nous sommes des marionnettes. Ils tirent les ficelles et nous dansons. Notre temps, nos compétences, nos vies, nos opportunités sont tous la propriété d'autres personnes. Nous sommes des prostituées intellectuelles".³⁰

Je crains que rien n'ait changé dans ces contextes. Au contraire, même les petits médias régionaux peuvent désormais difficilement imprimer des positions neutres, car ils achètent la plupart des informations à quelques agences de presse centrales et ne mènent plus leurs propres recherches sur des sujets suprarégionaux. Il est donc beaucoup plus facile aujourd'hui de tenir à l'écart des médias les opinions

désagréables. Les médias privés et publics ainsi que les réseaux sociaux font en sorte que les gens soient toujours distraits du contexte décisif des événements importants et construisent plutôt les récits qu'ils souhaitent. Dans le même temps, la société est obligée de s'engager dans des débats inutiles sur des questions totalement hors sujet, évidemment dans le but de distraire. Quiconque a examiné de plus près les méthodes scientifiquement développées de manipulation de l'opinion reconnaîtra que cette approche a un système et n'est en aucun cas appliquée par hasard.³¹

Comment les "Images de Bergame" ont-elles été créées ?

Les médias utilisent également la puissance des images et les utilisent de manière ciblée. Ils nous choquent avec des photos de prétendues fosses communes de Covid19 aux États-Unis, mais en même temps ils dissimulent le fait que des sans-abri décédés y sont enterrés dans des fosses communes depuis de nombreuses années et que des enregistrements vidéo correspondants ont déjà été réalisés en 2016.³² Ils nous montrent des images dramatiques de camions militaires emportant des cercueils à Bergame, dans le nord de l'Italie, et dissimulent en même temps les informations importantes selon lesquelles, selon l'organisation qui chapeaute l'industrie funéraire italienne, au début de la crise de la COVID, 70 % des entreprises funéraires de la région ont cessé de travailler en raison de la quarantaine et que c'était la seule raison pour laquelle les militaires ont été appelés pour un transport unique de 60 cercueils.³³ Les sociétés de médias et les sociétés de radiodiffusion publiques se fondent sur le fait que nous, citoyens, n'avons pas le temps de faire des recherches appropriées sur le contexte et devons donc compter sur les reportages. Mais pour quelle raison sommes-nous si peu informés ? Et cela ne rend-il pas trop facile pour les médias d'influencer notre opinion ?

Manque de neutralité aussi chez Wikipedia

Même l'encyclopédie Wikipédia, avec son énorme portée et son acceptation par la population, s'est depuis longtemps livrée à des campagnes de relations publiques bien payées par de grandes entreprises ou de riches particuliers.³⁴

Dans le même temps, elle devient de plus en plus un pilori numérique pour les personnes en marge du courant dominant. Par exemple, Wikipédia a systématiquement porté atteinte à la réputation de nombreux scientifiques de renom, tels que le prix Nobel Luc Montagnier, lors de la crise de Covid19, alors qu'ils étaient parmi les plus respectés dans leur domaine avant même Covid19. Cette approche est particulièrement insidieuse car on ne peut résister à cette forme de diffamation publique et le régime interne de Wikipédia empêche toute correction. La tendance actuelle qui consiste à utiliser des "*contrôles de faits*" pour corriger effrontément des faits gênants sur le virus SARS-COV2 et diffamer des opinions impopulaires est également inquiétante.

Le récit de la Covid19 est inculqué aux enfants avec des jeux vidéo

La radiodiffusion publique participe également à l'encadrement actuel de la Covid19 et ne craint pas d'influencer spécifiquement les enfants. L'ARD et la ZDF (les chaînes télé publiques allemandes principales) par exemple, ont fait développer un jeu vidéo Covid19 financé par la redevance audio-visuelle pour les jeunes, dans lequel les joueurs doivent éviter les "*enfants jeunes hautement contagieux*" ou les "*théoriciens du complot*".³⁵ Je laisse à chacun le soin de décider si ce travail de relations publiques aux dépens des contributeurs correspond encore à une approche sérieuse de la pandémie.

Les images de Bergame : 70 % des entreprises de pompes funèbres de la région ont été mises en quarantaine, les militaires ont donc été chargés d'un transport unique de 60 cercueils

Chères lectrices et chers lecteurs,

il vous reste probablement peu de temps pour vérifier vous-même tous ces éléments et pour vous faire votre propre opinion à leur sujet. Depuis longtemps déjà, les gouvernements du monde entier, en étroite collaboration avec les médias et l'économie numérique, tentent de vous priver de cette possibilité par le biais de la censure.³⁶ Cela se justifie par des *"théories du complot"* prétendument dangereuses, mais le but n'est nullement de protéger la population contre les fausses informations, mais de supprimer les faits et opinions gênants. Même aujourd'hui, surtout sur les grandes plateformes en ligne, des contenus sont arbitrairement supprimés, ce qui se justifie toujours par la *"protection contre la désinformation"*. Si, toutefois, nous permettons que des points de vue alternatifs soient censurés pour des motifs fallacieux, alors non seulement nous renonçons à nos droits fondamentaux de liberté d'opinion et de liberté de la presse, mais nous nous plaçons en même temps dans une dépendance totale vis-à-vis des médias, des entreprises numériques et des déclarations politiques. La réaction nerveuse des personnes au pouvoir face à toute critique des mesures de la Covid19 montre qu'il y a actuellement de sérieuses inquiétudes quant à la souveraineté de l'opinion. Le fait que les voix critiques soient largement diffamées dans les médias, mais qu'elles n'aient pratiquement jamais leur mot à dire, indique également une perte de contrôle redoutée sur l'opinion publique. Mais si nous permettons maintenant au gouvernement de s'autoriser ou d'autoriser des institutions autorisées par lui à établir une sorte de *"ministère de la vérité"*, comment cela peut-il être concilié avec la revendication d'une société libérale et ouverte ?

La démocratie est minée par le lobbying et la suppression des opinions gênantes.

Je crains que nous devions faire un pas très inconfortable dans la réflexion face à ces ambitions : nous devons sérieusement envisager la possibilité que nous soyons délibérément et volontairement induits en erreur sur de nombreuses questions importantes et que non seulement les médias mais aussi les dirigeants politiques soutiennent cette situation à notre détriment à tous. Quiconque a déjà fait l'expérience de la répugnante lâcheté morale qui prévaut au Bundestag et dans nos ministères ne se fera plus d'illusions sur l'intégrité de notre gouvernement. Le Bundestag est un système d'autorégulation dans lequel toute personne quittant l'étroit corridor de l'opinion tolérée est mise sous pression. Cela est particulièrement vrai lorsqu'il s'agit de l'influence des entreprises et des grandes banques - ces relations sont largement taboues et sont également étouffées dans les réunions non publiques des commissions, même si la plupart des décisions politiques importantes y sont liées.

Quiconque m'accuse maintenant de dénigrer la démocratie avec cette déclaration prend la voie la plus facile. Au contraire, je veux qu'elle soit restaurée dans l'intérêt des citoyens ordinaires que nous sommes. Parce que quiconque a déjà vu comment

les milliardaires influencent les décisions politiques de manière évidente ne peut guère oublier le mot démocratie.

Les représentants de l'Eglise nous mettent en garde par un appel

Même les plus hauts représentants de l'Église ont reconnu la gravité de la situation et ont mis en garde contre les intentions des acteurs financièrement puissants dans cette crise. Ils nous avertissent que Covid19 agit comme un accélérateur de leurs efforts et que la centralisation du pouvoir politique et économique qui en découle échappera à tout contrôle démocratique. Ils soulignent également les dangers de la surveillance numérique pour la liberté individuelle de chacun. Le fait que les médias aient rejeté cette mise en garde sincère des hauts dignitaires comme une "*théorie de conspiration*" malveillante en dit long sur leurs intentions. À ce stade, je souscris pleinement à l'appel des évêques et des cardinaux et je les remercie en même temps pour le courage dont ils ont fait preuve dans leurs avertissements justifiés pour s'opposer au large front des médias, des gouvernements et d'une grande partie de leur propre Église :

www.veritasliberabitvos.info/appel/

L'état d'urgence et la "nouvelle normalité" sont vigoureusement appliqués dans le monde entier

Nous devrions nous méfier si toutes les parties nous dictent maintenant des restrictions importantes et des changements permanents dans notre vie. Et nous ne devons en aucun cas nous incliner devant le cadre ostensible de la politique et des médias, selon lequel nous devons renoncer à notre ancienne vie et que la "*nouvelle normalité*" est sans alternative. Parce qu'il y a toujours une alternative. Et si le RKI ("L'institut Pasteur Allemand") et Christian Drosten laissent déjà entendre que l'état d'urgence actuel ainsi que l'obligation de porter des masques doivent se poursuivre indéfiniment, alors quelque chose échappe à tout contrôle.^{37, 38}

L'état d'urgence doit donc devenir un état permanent, et ce dans le monde entier. Il est normal que pratiquement tous les grands médias du monde et les organisations internationales les plus influentes telles que l'ONU, l'OMS, le FMI, le Forum économique mondial et la Banque mondiale tentent de forcer les gens du monde entier à imaginer la "nouvelle normalité".³⁹ Mais réussiront-ils ? Et qu'est-ce que cela fait réellement aux enfants, s'ils doivent vivre dans ces conditions pendant des années dans la phase la plus importante de leur développement ?

On peut s'attendre à ce que les citoyens responsables assument davantage de responsabilités personnelles

Tous les citoyens émancipés sont capables d'endosser progressivement une responsabilité plus personnelle. Je demande donc que nous fassions face à la situation actuelle sous notre propre responsabilité et sans y être contraints par l'État. Selon toutes les études connues, la distance est la protection la plus efficace contre l'infection, et il est raisonnable pour tout citoyen responsable de mettre en œuvre

cette idée si nécessaire. Nous devons nous défendre contre l'imposition de mesures disproportionnées.

La crise de la Covid19 justifie-t-elle vraiment d'isoler les résidents âgés et malades des maisons de retraite sans leur consentement, de retirer des enfants à leurs parents pour les mettre en quarantaine forcée (comme l'ont ordonné les autorités sanitaires de plusieurs États allemands) ou d'enfermer contre leur gré les citoyens dont le test PCR est positif dans des établissements gardés par la police (comme cela s'est produit récemment à Munich) ? Et le fait, par exemple, d'équiper les gens de capteurs de distance micro-électroniques (appelés "bracelets Covid19") n'est-il pas une mesure profondément dégradante, totalitaire et, vu la situation, complètement excessive ? Le directeur général d'un fabricant de ces capteurs de distance s'est récemment montré ouvert à l'idée d'en équiper toute la population sur les ondes de la radio publique.⁴⁰ J'espère ne pas être le seul à juger que cette proposition est complètement insensée et perverse.

Un bénéfice des "masques de tous les jours" pour la population générale n'est pas prouvé.

L'obligation de porter un masque en public est également discutable, surtout sans normalisation du matériau utilisé pour le porter. L'Institut fédéral des médicaments et des dispositifs médicaux, en tant qu'autorité fédérale supérieure compétente, déclare que pour les masques non médicaux, un effet protecteur n'a pas été prouvé pour le porteur lui-même ou pour autrui.⁴¹ Il est significatif que l'autorité tente ailleurs, malgré cette base de données scientifiques, d'indiquer un effet pseudo-protecteur au moyen de formulations vagues qu'elle a elle-même déclarées comme inexistantes quelques phrases auparavant.

Contrairement aux affirmations de divers politiciens, il n'y a toujours pas de preuve scientifique qu'il est logique de rendre les masques obligatoires pour la population en général dans les lieux publics. Les masques médicaux (!) n'ont un avantage prouvé que dans le cas d'un contact étroit et continu dans des pièces fermées. La situation de l'étude indique que l'utilisation incorrecte des masques, qui peut être observée dans une grande partie de la population, augmente même le risque d'infection.⁴² Car presque personne ne respecte les directives selon lesquelles l'extérieur du masque ne doit jamais être touché, il doit être remplacé après quatre heures, les mains doivent être lavées avant et après chaque utilisation et les masques ne doivent pas être utilisés plus d'une fois ou être lavés à chaud après chaque utilisation. Il doit être clair pour tous les décideurs politiques que de telles exigences ne sont pas réalisables, même de loin, dans la vie de tous les jours, et que les dommages causés par les masques risquent donc de l'emporter sur les avantages, sans parler des effets dévastateurs sur la société. Je suis donc d'accord avec le professeur Christian Drosten, qui a souligné l'inefficacité des masques dès janvier 2020.⁴³

À ce propos, je voudrais vous rappeler les déclarations de la chancelière allemande

et du ministre-président bavarois, selon lesquelles les masques dits de tous les jours peuvent devenir de dangereux "filateurs de virus" et que l'obligation de porter des masques doit donc être rejetée. Le vice-président de l'Institut Robert Koch, le professeur Lars Schaade, a déclaré le 28 février 2020 à propos de l'utilisation des masques lors de la pandémie de Covid19 :

"Les masques... cela a été étudié à plusieurs reprises. Il n'y a tout simplement aucune preuve scientifique que cela aurait un sens".⁴⁴

Cette affirmation est également soutenue par les chiffres officiels du RKI lui-même, car l'introduction de masques obligatoires à la fin du mois d'avril n'a eu aucun effet positif sur la valeur R et les chiffres d'infection déjà en baisse.⁴⁵

Actuellement, les chiffres sont en hausse malgré les masques obligatoires dans les lieux publics. Le ministère bavarois de la santé a lui-même fourni une explication plausible à ce sujet, car il y est dit, sur la page d'information concernant la grippe jusqu'à début octobre 2020 :

"Le risque d'infection peut être réduit par une protection bucco-nasale bien ajustée (comme celle utilisée en chirurgie et en médecine de soins intensifs). Les masques à une seule couche sont inefficaces. Toutefois, le port général de masques respiratoires ou de protections buccales et nasales par l'ensemble de la population pendant une pandémie de grippe ne permet pas d'escompter une réduction significative de la transmission des virus de la grippe et n'est donc pas recommandé. Toute personne de contact peut être une source d'infection. Les membres de la famille, en particulier les enfants, et les amis sont une source d'infection beaucoup plus importante en raison du contact plus étroit que, par exemple, les personnes de contact volatiles dans le métro. Par conséquent, la protection de la bouche et du nez devrait être portée en permanence, même à la maison, pour être efficace ; ce n'est pas réaliste".⁴⁶

Le ministère de la santé se contredit lui-même concernant les masques de tous les jours

Ainsi, pendant des années, le ministère a déclaré sur la page consacrée à la grippe qu'il était inutile de porter des masques à cause des infections dans l'environnement domestique. Sur la page des Covid19virus, en revanche, le masque a été salué comme un sauveur de vie en même temps, bien qu'ici aussi la plupart des infections (après les maisons de retraite) se produisent à la maison.⁴⁷ Entre-temps, cette déclaration contradictoire a été reformulée en toute discrétion et en secret, car avec les virus Covid19, tout est soudainement différent et les masques doivent maintenant même être portés à l'air libre. En tout cas, je ne doute pas que de telles mesures affaiblissent systématiquement les défenses physiques et mentales de la population. Dans ce contexte, il ne faut pas passer sous silence le fait que le Bundestag allemand a mis en garde tous les députés ainsi que les employés dans un

mémemorandum interne sur l'accumulation importante de CO2 dans le sang lorsqu'un masque est porté pendant longtemps.⁴⁸ Cependant, les citoyens se sont vu refuser cette information essentielle et les faits de la réinhalation de CO2 ont même été démentis par des "vérifications de faits" pseudo-scientifiques.⁴⁹

L'obligation générale de porter un masque représente donc une mesure purement psychologique et, en raison de l'auto-contamination, même potentiellement menaçante pour la santé, de la part des gouvernements pour imprimer en permanence à la population le récit souhaité d'un danger omniprésent. Cette approche correspond à la stratégie du ministère fédéral de l'intérieur pour la communication dans la crise de Covid19, selon laquelle "*la peur humaine primaire de l'étouffement*" doit être utilisée de manière ciblée afin d'obtenir "*l'effet de choc souhaité*" dans la population.⁵⁰ Il appartient à chaque individu de décider comment il évalue cet objectif du gouvernement fédéral. Le fait que cet "*effet de choc désiré*" est également adapté pour traumatiser les jeunes enfants en particulier et leur faire craindre d'autres personnes à vie ne doit pas passer inaperçu à ce stade. On peut déjà constater que de nombreux citoyens ont développé un comportement social complètement perturbé en raison de leur peur du virus et ne perçoivent plus leurs semblables que comme une menace. Quiconque a lu le document stratégique sans émotion du ministère de l'intérieur connaît les responsables de ce terrible dommage social.

Au vu des données scientifiques disponibles, est-il défendable d'imposer aux enfants le port de masques pendant de longues périodes et également en plein air ?

La preuve de l'immunité signifie une obligation indirecte de vaccination

Nos droits fondamentaux et notre accès inconditionnel et sans restriction à la vie publique ne sont pas négociables. Dans ce contexte, une exigence de vaccination indirecte, telle qu'elle impliquerait une soi-disant preuve d'immunité, pour un vaccin à peine testé, probablement issu du génie génétique, doit également être fermement rejetée. Les risques associés semblent incalculables par rapport au danger potentiel que représente le Covid19virus. Il convient de rappeler à titre d'exemple les vaccins développés à la hâte contre la grippe porcine, qui ont entraîné des dommages tragiques à la vaccination, en particulier chez les enfants.⁵¹ Il convient également de souligner que, au sein d'une société pharmaceutique mandatée par l'UE, un volontaire a subi un grave effet secondaire sous la forme d'une inflammation de la moelle épinière au cours de l'essai du vaccin Covid19 chez un volontaire.⁵² Ce n'est pas sans raison que le développement d'un vaccin sûr prend jusqu'à 20 ans.⁵³

Toute personne souhaitant être vaccinée doit le faire sur une base volontaire. Mais la crise de Covid19 ne doit pas conduire à déshumaniser notre vie quotidienne et notre coexistence par une coercition permanente. Car je ne doute pas que notre société s'effondrerait en conséquence. Nous devons donc surveiller de près si le gouvernement fédéral (ou l'UE) tente à nouveau, à une date ultérieure, de lier le retour à la normale à des conditions telles que la preuve d'immunité ou autres. Elle ne serait pas autorisée à le faire de quelque manière que ce soit.

Ne pas banaliser le virus, mais ne pas ignorer les nouvelles découvertes

La Covid19 n'est pas un virus totalement inoffensif. Mais entre-temps, nous avons acquis un nouveau niveau de connaissances, dont nous devons maintenant tenir compte. En outre, il convient de clarifier immédiatement dans quelle mesure les erreurs de traitement en matière de médication et de ventilation des patients atteints de covariectomie qui ont été connues depuis ont contribué à des décès prématurés.^{54, 55} Ne nous précipitons donc pas pour faire des événements tragiques survenus dans des régions isolées du monde le critère de référence pour la suite de la gestion de cette crise. Les dernières études sur les anticorps en particulier montrent que beaucoup plus de personnes ont déjà été infectées qu'on ne le pensait initialement.⁵⁶ En conséquence, les chiffres annoncés à ce jour concernant la mortalité des cas ne sont plus tenables. Nous devons donc trouver de nouveaux moyens de lutter contre le virus qui causent moins de dommages à notre société. Nous devrions surtout retrouver une plus grande responsabilité personnelle, car l'intervention de l'État dans la sphère privée menace la paix sociale à long terme. Et lorsque la chancelière allemande dit littéralement que nous devons maintenant "*serrer les rênes*" vis-à-vis de la population, alors il semble qu'on a oublié qui est (ou devrait être) le vrai souverain dans une démocratie.

Des dommages collatéraux et souffrances humaines dévastateurs dans les pays en développement

Certains éléments indiquent que les mesures prises ont des effets de plus en plus difficiles à gérer. La ministre fédérale du développement, Mme Müller (CSU), a récemment déclaré que les mesures de protection contre la COVID entraîneront la mort de bien plus de personnes que le virus lui-même.⁵⁷ Dans les pays en développement en particulier, les chaînes d'approvisionnement de médicaments importants, tels que ceux contre la tuberculose, le VIH et la malaria, se sont effondrées en partie à cause des mesures de confinement. Dans les pays africains, on s'attend donc à plusieurs millions de morts supplémentaires si les mesures se poursuivent.^{58, 59, 60} Afin de nous protéger, nous acceptons donc beaucoup plus de victimes dans d'autres pays. Il est probable que les mesures auront un effet dévastateur sur l'approvisionnement alimentaire mondial avec un certain retard et que les plus pauvres en particulier seront touchés par les pénuries.

Le ministre du développement, Gerd Müller, avertit que bien plus de personnes meurent des suites du confinement, que du virus lui-même. Ceci est particulièrement vrai pour les pays en développement.

La thérapie ne doit pas être plus dangereuse que la maladie - cela s'applique également à la crise de COVID

En Allemagne, bien plus d'un million d'opérations ont été reportées à cause de la COVID, dont 50 000 opérations nécessaires en raison du cancer. On estime qu'entre 5 000 et 125 000 personnes perdront la vie en raison de l'absence de traitement. En outre, d'innombrables autres personnes meurent parce qu'elles ne cherchent plus à se faire soigner par peur du virus, même lorsque leur vie est en danger aigu.⁶¹ En tout cas, je suis d'accord avec l'employé engagé du ministère de l'intérieur qui, dans un rapport détaillé au début du mois de mai, a mis en garde contre les souffrances humaines résultant des mesures prises et qui a été licencié sans ménagement par notre gouvernement fédéral pour cela. Nous sommes depuis longtemps arrivés au point où les dommages causés par ces mesures dépassent les bénéfiques. Au vu des données disponibles, nous devons donc réussir à trouver une approche sobre de la pandémie, car le virus est là et nous ne pouvons pas sacrifier toute notre vie sociale, notre culture, le développement et l'éducation des enfants, l'économie, notre intégrité mentale et, en fin de compte, notre liberté. Cette observation est déjà pertinente aujourd'hui, car il a déjà été annoncé que les mesures actuelles continueront à s'appliquer même après l'introduction d'un vaccin. En outre, il existe aussi des risques tout simplement incalculables dans la vie et cela m'amène à la déclaration la plus importante de mon rapport :

Nous devrions tous évaluer la situation de manière objective et rationnelle même si une autre "vague de COVID" entraîne davantage de décès ou si nous sommes confrontés à un type de virus totalement nouveau à une date ultérieure, ce qui est tout à fait possible.⁶² Si tel est le cas, il est probable que l'on s'efforcera de mettre en œuvre tous les efforts susmentionnés dans les plus brefs délais. Je ne peux que vous mettre en garde contre le fait de laisser faire cela.

Même avec une éventuelle surmortalité, la peur reste une mauvaise conseillère

Je ne peux pas le prouver, mais je pense qu'il est concevable qu'au cours de la pandémie, la surmortalité se produise également en Allemagne. Après tout, la peur omniprésente du virus, les conséquences psychologiques de l'isolement social et aussi les effets physiques de la situation actuelle (masques, hygiène excessive et malsaine, manque d'exercice) sont susceptibles d'avoir considérablement affaibli le système immunitaire de nombreuses personnes. Toutefois, j'exhorte mes concitoyens, même en cas de mortalité plus élevée, à ne pas accepter à la légère des mesures qui pourraient être utilisées plus tard avec une force inouïe pour se retourner contre leurs propres intérêts.

Les aspirations que j'ai décrites dans ce rapport sont et resteront une menace réelle pour la liberté, la cohésion sociale et la prospérité de chacun d'entre nous.

Quiconque y réfléchit doit arriver à l'étrange conclusion qu'un niveau élevé de peur au sein de la population et une situation économique aussi dévastatrice que possible seraient en accord avec ces aspirations. Je sais que cela semble insensé, mais un examen attentif de la situation ne me permet pas de tirer d'autres conclusions.

Même en des temps difficiles et confus, nous devons donc être critiques et attentifs à ceux qui considèrent chaque crise comme un modèle économique et une occasion favorable d'accroître leur propre pouvoir. Nous ne devons pas non plus oublier que la peur est et a toujours été une mauvaise conseillère. Malheureusement, tout le monde sur cette terre n'applique pas les mêmes normes morales à ses actions que nous, citoyens ordinaires, essayons de le faire dans notre vie quotidienne. Nous devons faire face à ce fait, même si c'est difficile. Car pour reconnaître qui instrumentalise cette crise à ses propres fins, nous ne pouvons pas nous épargner cette étape de réflexion. Le but de mon rapport était de mettre en évidence les cibles étrangères pour lesquelles nos inquiétudes concernant le Covid19virus sont utilisées à mauvais escient. Je voulais également m'assurer que les citoyens de notre pays demandent un débat public sur ces questions, car les médias et les hommes politiques ont jusqu'à présent empêché cela par tous les moyens. J'espère que je réussirai dans les deux cas et que de nombreux lecteurs examineront d'un œil critique mes commentaires et mes préoccupations.

Enfin, je voudrais lancer un appel à tous les soldats et policiers de notre pays : même avant la Covid19, les gouvernements du monde entier avaient déjà fixé un nouveau cap dont ils ne s'écarteront probablement pas. Après plusieurs décennies de grande liberté et de prospérité économique, le monde semble à nouveau dériver vers des formes de gouvernement autoritaires avec une surveillance de masse, une censure et un contrôle étendu de la population. De nombreuses personnes ont reconnu ces tendances et y résistent à juste titre. Il est également très probable que dans les mois et les années à venir, de plus en plus de citoyens se rendront compte que leur liberté et leur prospérité sont sérieusement menacées. Il est tout aussi probable que cette prise de conscience conduira à une large protestation contre le gouvernement et le pouvoir des entreprises mondiales. Dans ce cas, je vous demande, chers soldats et policiers, de ne pas oublier à la protection de qui vous vous êtes effectivement engagés avec votre service. N'oubliez pas qu'un État qui ne sert que les intérêts d'une minorité orientée vers le profit menace également votre liberté et celle de vos familles.

Ce n'est pas un hasard si la concentration des richesses augmente sans contrôle dans les mains de quelques-uns, alors que dans le même temps, la population se retrouve avec de moins en moins de moyens et est contrainte à des dépendances toujours plus grandes. Les médias et la politique essaient déjà désespérément de pousser les protestations contre tous ces développements dans un coin d'extrême droite. Ils ne reculent même pas devant les déformations effrontées, comme le prouve de façon impressionnante le reportage sur les protestations contre les

mesures de la Covid. Si mon rapport a une plus grande portée, je serai certainement moi aussi poussé dans le coin des extrémistes de droite, des théoriciens du complot ou des citoyens du Reich. Cela n'aurait pas d'importance pour moi, car ce n'est qu'une question de temps avant que les citoyens ne comprennent cette propagande haineuse contre les opinions dissidentes. En fin de compte, la bonne volonté et l'authentique solidarité du peuple prévaudront. Je n'ai aucun doute à ce sujet. Pour conclure ce rapport, je voudrais poser deux questions à mes semblables :

Quelle mesure gouvernementale permettrait d'atteindre votre ligne rouge personnelle ?

Et

Que ferez-vous si la "nouvelle normalité" de la distanciation sociale, des masques et de l'interdiction culturelle de facto se poursuit même après l'introduction d'un vaccin ?

¹ www.weforum.org/great-reset; 2020

² Why we need international cooperation now more than ever; www.weforum.org; 22.09.2020

³ What COVID-19 could mean for international cooperation; www.weforum.org; 17.06.2020

⁴ Barbara Adams, Jens Martens, The UN Foundation – A foundation for the UN?; 2018

⁵ The Great Reset: A Unique Twin Summit to Begin 2021; www.weforum.org; 2020

⁶ Die Pandemie ist eine große Chance; www.wolfgang-schaeuble.de; 21.08.2020

⁷ Sahra Wagenknecht, Couragiert gegen den Strom; 2. Auflage; S.156; Westend-Verlag; 2017

⁸ How to Adapt to the Digital Age; www.youtube.com; ab Minute 28:28; 17.06.2016Seite 5

⁹ Coronavirus: So funktioniert Chinas Farbcode-System; www.rnd.de; 16.04.2020

¹⁰ Formulierungshilfe für den Entwurf eines Zweiten Gesetzes zum Schutz der Bevölkerung bei einer epidemischen Lage von nationaler Tragweite; www.bundesgesundheitsministerium.de; 29.04.2020

¹¹ CommonPass; www.weforum.org; 2020

¹² The Commons Project Establishes Global Board of Trustees; www.thecommonsproject.org; 08.07.2020

¹³ Deutscher Ethikrat rät derzeit von Covid-19-Immunitätsbescheinigungen ab; www.ethikrat.org; 22.09.2020

¹⁴ Erkennungssoftware soll Maskenverweigerer identifizieren; www.rnd.de; 19.09.2020

¹⁵ Corona-Maßnahmen: Snowden warnt vor "Architektur der Unterdrückung"; www.heise.de; 11.04.2020

¹⁶ Eckpunktepapier Konjunkturpaket; www.bundesfinanzministerium.de; 03.06.2020

¹⁷ www.id2020.org/alliance

¹⁸ Cryptocurrency System Using Body Activity Data; Patent WO/2020/060606 bzw. US16138518; 26.03.2020

¹⁹ An integrated brain-machine interface platform with thousands of channels; www.biorxiv.org; 02.08.2019

²⁰ Chip stellt Verbindung zwischen Gehirn und Smartphone her; www.tagesspiegel.de; 29.08.2020

²¹ National Covid-19 Testing Action Plan; www.rockefellerfoundation.org; 21.04.2020

²² www.centerforhealthsecurity.org/event201/; 2019

²³ Lukaschenko über Aufdrängung von zusätzlichen Bedingungen; www.deu.belta.by; 19.06.2020

²⁴ The IMF's Response to COVID-19; www.imf.org; 29.06.2020

- ²⁵ ODIHR will not deploy election observation mission to Belarus due to lack of invitation; www.osce.org; 15.07.2020
- ²⁶ www.betterthancash.org/members
- ²⁷ www.betterthancash.org/members/page/8
- ²⁸ Geld regiert die Welt – wer regiert das Geld?; www.sueddeutsche.de; 20.05.2010
- ²⁹ Olaf Scholz mit Vorwürfen im Fall der Warburg-Bank konfrontiert; www.bundestag.de; 09.09.2020
- ³⁰ E.J. Schellhaus, The new republic – founded on the natural and inalienable rights of man; S. 122; www.archive.org; 1883
- ³¹ Edward Bernays, Propaganda – Die Kunst der Public Relations; 1928; Deutsche Erstausgabe 2019
- ³² The Potter´s Field; www.youtube.com; 2016
- ³³ Coronavirus, Federazione Onoranze Funebri; www.adnkronos.com; 24.03.2020
- ³⁴ Helen Buyniski, Wikipedia: Ein Sumpf aus üblen Machenschaften; 2018
- ³⁵ www.playcoronaworld.com; 2020
- ³⁶ Innenminister wollen gegen Verschwörungstheorien vorgehen; www.mdr.de; 09.05.2020
- ³⁷ Christian Drosten: Wir haben es selbst in der Hand; www.zeit.de; 06.10.2020
- ³⁸ Die Pandemie in Deutschland in den nächsten Monaten; www.rki.de; 13.10.2020
- ³⁹ Invasion of the New Normals; www.consentfactory.org; 09.08.2020
- ⁴⁰ Firmenportrait: Kinexon - Abstandshalter für den US-Sport; www.deutschlandfunk.de; ab Minute 05:06; 28.08.2020
- ⁴¹ Hinweise des BfArM zur Verwendung von Mund–Nasen-Bedeckungen; www.bfarm.de; 26.06.2020
- ⁴² Mund-Nasen-Schutz in der Öffentlichkeit: Keine Hinweise für eine Wirksamkeit; www.thieme-connect.com; 18.08.2020
- ⁴³ RBB-Interview mit Prof. Dr. Christian Drosten; www.youtube.com; ab Minute 25:58; 30.01.2020
- ⁴⁴ Tägliches Pressebriefing Robert-Koch-Institut zu COVID-19 in Deutschland; www.youtube.com; 28.02.2020
- ⁴⁵ Tabelle mit Nowcasting-Zahlen zur R-Schätzung; www.rki.de; 12.10.2020
- ⁴⁶ Grippe (Influenza) – Häufig gestellte Fragen; www.stmgp.bayern.de; 2020
- ⁴⁷ Epidemiologisches Bulletin 38/2020; www.rki.de; 17.09.2020
- ⁴⁸ Hausmitteilung 222/2020; Deutscher Bundestag; 28.08.2020
- ⁴⁹ Nein, beim Tragen eines Mundschutzes atmet man nicht zu viel CO₂ ein; www.correctiv.org; 24.04.2020
- ⁵⁰ Strategiepapier „Wie wir COVID19 unter Kontrolle bekommen“; www.bmi.bund.de; 28.04.2020
- ⁵¹ Grippeimpfung: Wie Pandemrix eine Narkolepsie auslöst; www.aerzteblatt.de; 02.07.2015
- ⁵² AstraZeneca stoppt Covid-19-Impfstoff; www.focus.de; 09.09.2020
- ⁵³ Entwicklung von Impfstoffen; www.aerztezeitung.at; 15.12.2017
- ⁵⁴ COVID-19: Kleinere Studie mit Chloroquin wegen Komplikationen abgebrochen; www.aerzteblatt.de; 14.04.2020
- ⁵⁵ Invasive und nichtinvasive Beatmung von COVID-19-Patienten; www.aerzteblatt.de; 03.08.2020
- ⁵⁶ Ischgl-Studie: 42,4 Prozent sind Antikörper-positiv; www.i-med.ac.at; 25.06.2020
- ⁵⁷ Entwicklungsminister: An Lockdown-Folgen sterben mehr Menschen als am Virus; www.reuters.com; 23.09.2020
- ⁵⁸ The potential impact of health service disruptions on the burden of malaria; www.who.int; 23.04.2020
- ⁵⁹ COVID-19-related service disruptions could cause hundreds of thousands of extra deaths from HIV; www.who.int; 11.05.2020
- ⁶⁰ Majority of HIV, TB and Malaria Programs Face Disruptions as a Result of COVID-19; www.theglobalfund.org; 17.06.2020
- ⁶¹ Coronakrise 2020 aus Sicht des Schutzes Kritischer Infrastrukturen; Referat KM 4 des BMI; 08.05.2020
- ⁶² A Special Edition of Path Forward with Bill and Melinda Gates; www.youtube.com; Minute 06:30 bis 06:59; 23.06.2020

Littérature connexe:

Prof. Dr. Rainer Mausfeld, „Warum schweigen die Lämmer?“

Dr. Sahra Wagenknecht, „Couragiert gegen den Strom“ sowie „Freiheit statt Kapitalismus“

Prof. Dr. Klaus-Jürgen Bruder, „Digitalisierung - Sirenengesänge oder Schlachtruf einer kannibalistischen Weltordnung“

Paul Schreyer, „Wer regiert das Geld“ sowie „Chronik einer angekündigten Krise“

Edward Bernays, „Propaganda“

Aldous Huxley, „Wiedersehen mit der schönen neuen Welt“

Impressum:

Sebastian Friebe

Schellingstr. 109a

80798 München

Webseite: www.wie-soll-es-weitergehen.de

Telegram: t.me/Wiesollesweitergehen

Twitter: [@es_solliStock.com/4FR](https://twitter.com/es_solliStock.com/4FR)

NOUS décidons.